

1 Semestre européen

Recommandations spécifiques par pays 2016

Le CSEE (Comité syndical européen de l'éducation) a envoyé le 30 mai une circulaire sur les projets de **Recommandations spécifiques par pays pour 2016**. Pour quelles raisons ? Parce que certaines d'entre elles sont en lien avec l'éducation et la formation.

Le calendrier est le suivant :

- Le Conseil Emploi et affaires sociales de l'UE (Ministres de l'emploi et des affaires sociales) discuteront des projets de recommandations proposés par la Commission européenne les 16 et 17 juin 2016
- Le Conseil européen (Premiers ministres et Chefs d'Etats) validera les versions finales des recommandations spécifiques par pays concernant les domaines dans lesquels les Etats membres devraient investir en vue de mettre en œuvre les objectifs de la stratégie UE 2020 les 28 et 29 juin 2016.

Qu'en est-il pour la France ?

Extraits du document de la Commission Européenne. « Recommandations du Conseil concernant le programme national de réforme de la France pour 2016 » daté du 18 mai 2016.

Deux paragraphes d'analyse

12 : En 2015, le taux de chômage a atteint 10,4 %. Le chômage touche particulièrement les jeunes, les ressortissants de pays tiers et les travailleurs peu qualifiés. La dualité du marché du travail ne cesse d'augmenter, avec d'un côté, les travailleurs diplômés de l'enseignement supérieur embauchés en contrats à durée indéterminée et de l'autre, une proportion constante de travailleurs occupant des emplois peu qualifiés de plus en plus précaires. La part des contrats à durée déterminée de moins d'un mois dans l'emploi total a progressé et avoisinait les 70 % en 2015.

13 : Le passage de l'école au monde du travail reste difficile, surtout pour les jeunes les moins qualifiés. Le recours à l'apprentissage diminue parmi les catégories les moins qualifiées, alors que les stratégies d'apprentissage diffèrent d'une région à l'autre et que la capacité du système à s'adapter aux nouveaux besoins de l'économie est limitée. L'offre de formation pour les chômeurs, les travailleurs peu qualifiés et les salariés de PME demeure insuffisante, malgré la réforme en cours de la formation professionnelle, notamment en ce qui concerne la gouvernance, les incitations et les services de conseil, et le nouveau plan de formation prévu pour les chômeurs. La coopération insuffisante entre les différents acteurs de la formation professionnelle continue empêche toute répartition efficace des ressources. Le compte d'activité personnel, en préparation, pourrait contribuer à rééquilibrer l'accès à la formation.

1 paragraphe de recommandation

Renforcer les liens entre le secteur de l'éducation et le marché du travail, notamment par une réforme du système d'apprentissage et de la formation professionnelle qui mette l'accent sur les personnes peu qualifiées.

2 Publication de la Commission européenne:

Une nouvelle stratégie en matière de compétences pour l'Europe :

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/1-2016-381-FR-F1-1.PDF>

Le CSEE a demandé le 13 juin la poursuite de consultations concernant cette nouvelle stratégie.

3 Travaux de l'OCDE en matière d'éducation

Compte-rendu du groupe de travail éducation et formation du TUAC (commission syndicale consultative auprès de l'OCDE) 3-4 mai 2016

Le professionnalisme des enseignants

Pablo Fraser, analyste

Ce rapport publié en février 2016 a été élaboré à partir des résultats de l'enquête TALIS (Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage):

- 2 cycles de recherche, 2008 et 2013 (34 pays)
- prochain PISA en 2018 (44 pays)

Recherche des infos sur enseignants :

- recrutement / développement de carrière / reconnaissance des enseignants
- 1^{er} cycle du secondaire, échantillon : 100 000 personnes (pas le nombre de sondés)

Travail réalisé par des chercheurs américains :

Professionnalisme défini sur la base de 3 composantes :

- savoirs / connaissances
- autonomie de l'enseignant
- réseaux de pairs – échanges d'infos / entraide

Basé sur échelle de 0 à 5

Effet du tutorat : disparité entre témoignage de l'enseignant / de l'institution

Différents modèles :

- réseaux développés :
- haute autonomie :
- savoirs : (par ex la France)

Impact professionnalisme – résultats :

- corrélation faible professionnalisme – score PISA

Indicateurs par rapport aux enseignants eux-mêmes :

- satisfaction dans la profession
- ressenti dans la société
- efficacité personnelle
- le niveau de pro augmente les indicateurs ci-dessus

Forte corrélation efficacité personnelle – niveau de connaissance

Mauvaise corrélation avec l'autonomie (**définition de l'autonomie**)

Dans écoles à « besoins élevés » (niveau des élèves faibles...) :

- attention à bien différencier égalité (même offre) – équité (même niveau de résultat offert)
- répartition entre niveau élevés des profs / besoin des écoles

Niveau de satisfaction des enseignants – lié au niveau de turnover

- pas de lien avec autonomie, mais corrélation positive aux savoirs / aux réseaux de pairs

Conclusions :

- effet positif sur le travail, sur valorisation dans la société
- comment l'améliorer :

- participation au mentorat, collaboration, réseau

Questions

- Royaume-Uni :
 - Y a-t-il, dans l'étude, des questions sur la qualité des cours dispensés ? des relations entre enseignants débutants et tuteurs ? (doutes dans leur syndicat)
- Royaume-Uni : Que signifie « savoirs » / comment mesurer le niveau d'autonomie des enseignants
- Royaume-Uni : Comparaison « brutale » de différents systèmes
 - Comparaison des connaissances : peu de différences entre systèmes
 - Comparaison de l'autonomie : beaucoup plus de différences (son effet dépend beaucoup plus des systèmes)
 - Effet des réseaux : message très important, faciliter échanges entre enseignants

Réponses

- pas de question sur programme de formation initiale / tutorat ; changera pour le prochain cycle d'étude : principalement sur la formation initiale
 - visites prévues dans 7 ou 8 pays, étude en profondeur
- mesure des connaissances : questions concernant la formation et son contenu...
- mesure de l'autonomie : questionnaire proposé aux chefs d'établissement. [sera posé aux enseignants lors du prochain cycle]
- mélange des systèmes : observations des grandes tendances, problème pour proposer des recommandations « bonnes » pour tous les pays ; pour autant, certains messages forts peuvent ressortir fortement de cette étude (travail en réseau « participatif »)
 - réseaux : résultat très robuste
- Etats-Unis : pro doit aboutir à efficacité des enseignements / des résultats des élèves
 - étude prouve que forte rotation des enseignants est positive pour les élèves
- Irlande : pb sur le lien entre pro et efficacité de l'enseignement : pas si net en termes de résultats PISA, le rapport de l'OCDE devrait plus insister sur ce lien
- France (SNES-FSU) : le professionnalisme dépasse les 3 points utilisés pour l'étude
 - Points manquants sur le niveau de qualification, la formation initiale des enseignants, qui nous semble très important – impact surtout sur premières années d'exercice
 - Difficulté des études comparatives liées aux programmes / critères
 - Critères utilisés pour quantifier environnement de travail
- TUAC : pb des questionnaires auprès des chefs d'établissement
 - Lien carrière – enseignement dans des établissements à besoins difficiles

Réponses :

- Ne pas se focaliser uniquement sur les résultats des élèves, mais aussi sur enseignants
- Travail actuel sur un rapport en croisant PISA (travaux « tâche complexe » positif...)
- Publication commune avec PISA – à destination des enseignants – et efficacité de la collaboration
- niveau de formation des enseignants = une des variables d'évaluation de l'indice « connaissances »
 - leur étude ne montrerait pas un effet important du niveau de formation dans les autres indicateurs
- **Les programmes de formations initiale seront analysés ultérieurement**

Les élèves en difficulté

Selon les résultats de l'enquête PISA 2012, dans les pays de l'OCDE, plus d'un élève de 15 ans sur quatre n'atteint pas le niveau seuil de compétences dans au moins l'un des trois domaines majeurs d'évaluation de l'enquête PISA, à savoir les mathématiques, la compréhension de l'écrit et les sciences. En chiffres absolus, cela signifie que dans les 64 pays et économies ayant participé à l'enquête PISA 2012, environ 13 millions d'élèves de 15 ans sont peu performants dans une matière au moins.

- Importance de ces élèves :
 - rassemblent le plus de risques de décrochage
 - faible qualification persiste au cours du temps...
 - ... donc plus faible niveau d'emploi, de santé, d'implication socio-politique

- abaissent la moyenne au score PISA du pays
- Pays qui « s'en sortent bien » dans PISA : peu d'élèves en difficulté
 - il y a toujours des élèves en difficulté
 - nécessité du système scolaire d'être inclusif
 - difficulté de réduire le nb d'élèves en difficulté :
 - réussi récemment dans plusieurs domaines dans certains pays : Italie, Pologne, Turquie, Tunisie
- Evolution des élèves en difficulté : entre 2003 et 2012 augmentation dans les pays où il y en avait peu
- Facteurs de risques de l'existence de ces élèves :
 - filles plus souvent en difficulté en maths, garçons en lecture
 - plus de risques si issu de l'immigration
 - familles monoparentales plus à risques
 - plus fréquent dans les établissements ruraux
- Parcours des élèves :
 - La pré-scolarisation limite les risques
 - corrélation avec redoublement
 - corrélation avec parcours pro (précoce ? ndlr)
- Attitudes et comportements :
 - plus ils sèchent des cours, plus il y a des risques
 - plus ils étudient, moins il y a de risques (plateau atteint à env. 6 h de travail par semaine)
 - lien avec activités périscolaires : corrélation avec activités de haut niveau intellectuel / de niveau plutôt social
 - prise de conscience des efforts effectués (par élèves en difficulté), mais prise aussi de conscience que ces efforts ne portent pas leurs fruits – sorte de frustration
- Niveau d'inclusion socio-économique :
 - proportion d'élèves en difficulté plus faible lorsque inclusion plus importante
 - MAIS aussi inclusion augmente aussi le nb d'élèves qui ont de très bons résultats
- Effets dans établissement :
 - regroupement par groupes de niveau augmente le taux d'élèves en difficulté
 - abaissement du niveau d'exigence augmente le nombre d'élèves en difficulté
 - diminue lorsque le nombre de ressources éducatives dans l'établissement est élevée
 - effet de l'investissement (financier) : lié davantage au « comment » que « combien »
 - équité des ressources : diminue le nombre d'élèves en difficulté et augmente le nombre d'élèves en performance élevée
 - effet de « l'autonomie » (enseignement curriculaire, évaluation) : effet positif aussi sur réduction du nombre d'élèves en difficulté

Echanges avec la salle, les questions et remarques portent sur :

- des aspects techniques de l'enquête : mesure de l'autonomie, de la notion d'investissements, de la mesure des effets du genre, des préjugés sociaux
- les biais de lecture des résultats :
 - autonomie d'enseignement et effet d'adaptation spécifique de l'enseignement aux tests
 - prudence sur les questions posées aux chefs d'établissements (sur autonomie notamment)
 - résultats moyens qui peuvent masquer de fortes disparités
 - sortie de certains systèmes scolaires des élèves les plus en difficulté qui pourraient échapper à l'étude
- les conclusions que l'on peut tirer de cette étude :
 - leviers efficaces qui peuvent émerger ? Notion de cohérence des mesures dans un pays plus que des mesures particulières isolées. Recherche à faire développer par les pays des « politiques efficaces »
 - notion de « migrant » qui regroupe des réalités très différentes

Les syndicats et les compétences – document de réflexion sur la stratégie de l'OCDE sur les compétences

Tom Wilson & Anna (TUAC)

Document disponible en version anglaise seulement, il doit être finalisé pour la 3ème semaine de juin.

Pb de l'OCDE : pas de prise de conscience de la richesse des interventions différentes des syndicats sur la question des compétences.

3 exemples : Royaume-Uni, Brésil et Afrique du Sud

Action des syndicats : synergie action nationale – local sur lieux de travail

- Intervention en terme de gouvernance : place politique variable dans pays :
 - quand impliqués, cela améliore les résultats de l'apprentissage
 - en D, syndicats fortement impliqués, ce qui réduirait les différences de salaires entre femmes et hommes dans l'apprentissage
- dans la plupart des pays, fort investissement dans population < 21 ans -> il faudrait augmenter invest. dans pop > 21 ans

Programme d'action de l'OCDE en matière d'inéquation des compétences et anticipation des changements de compétences requis

Guillermo Monti

Deux types de déséquilibres compétences: inadéquations et pénuries

Inadéquations: pas nécessairement complètement négatif

Inadéquations : compétences, qualification et domaine d'étude

Mesure des inadéquations : pas d'approche unique

- approche statistique
- approche subjective – auto-déclarative
- normative : jugement en tant que chercheur
 - limites dans chacune de ces approches
- Sur-sous qualification : dépend de la qualification nécessaire pour obtenir emploi , évolue au cours du temps : en moyenne 20 % de personnes sont sur-qualifiées
- Au total, 57 % de personnes en inadéquation – souvent chevauchements (sous qualification et différences de formation, à cause de contraintes du marché du travail)

Inadéquation et pb de coût : formées et « non-utilisation » des compétences

Politique publique :

- liens entre formations et marché du travail
- promouvoir transférabilité de compétences pour éviter sous-qualification
 - programmes de requalification
 - reconnaissance des compétences acquises dans le travail
 - prépare une nouvelle étude PIAAC

Pénuries

- dans OCDE, sur qualification plus prégnante que sous-qualification
- pour autant, les employeurs peinent à trouver compétences

Mesure des pénuries :

- source des employeurs, mais difficile de comparer entre pays – dépend aussi très fortement des sources

Indicateurs « ONET » :

- pression des salaires, de l'emploi et du talent

Perspectives professionnelles qui pourront déterminer les politiques de formation

Questions

- Etats-Unis : enquête auprès des employeurs pas fiables – pb d'externalisation des postes, des salaires
- Canada : pénibilité des conditions de travail, manque d'attrait ; pb de conciliation des conditions de travail (femmes...) ; à l'inverse, réforme des conditions d'indemnité => chômeurs obligés d'accepter tout emploi possible d'où augmentation des sur-qualifiés
- TUAC : grandes diversités entre pays – étonnement sur pays « du sud » qui n'ont pas de pb d'inadéquations pour trouver des personnels qualifiés ;
- TUAC : conditions de travail dans prochain PIAAC -> comment les syndicats seront impliqués ? ;
- Royaume-Uni : très compliqué de prévoir les compétences nécessaires à l'avenir, souvent erroné; manque d'implication des employeurs sur formation continue
- Danemark : responsabilité des employeurs qui ne se lancent pas dans la formation des personnes qu'ils veulent employer avec des compétences souhaitées

Renforcer les incitations à l'apprentissage

(document uniquement en anglais) présentation de Malgorzata Kuczera

Pourquoi les pays souhaitent-ils promouvoir l'apprentissage ?

Les différents outils à la disposition des entreprises

Risques liés à ces différents outils

- Inciter les entreprises à mettre en place l'apprentissage
- l'argent pour promouvoir l'apprentissage peut venir d'investissements publics
- Royaume-Uni : objectif : 3 millions d'apprentis d'ici 2023

- Mais il y a des risques associés aux incitations financières. Il y a le risque de donner trop de financement aux entreprises. L'offre de formation peut diminuer. Il faut donc avoir une réglementation pour veiller à ce que l'apprentissage débouche sur des formations de qualité.

DGB (Allemagne) L'économie est basée sur les petites et moyennes entreprises. Les apprentis sont dans les entreprises pour apprendre. Il y a eu des recherches très intéressantes qui montrent que plus la qualité de la formation est bonne, plus vite les compétences seront acquises.

CSN (Canada) souligne les dangers de substituer à l'école la formation à l'entreprise.

AFL-CIO (États-Unis) Obama veut augmenter le nombre d'apprentis. Programmes d'apprentissage.

Question du statut octroyé à l'apprentissage.

L'avenir des compétences et des emplois

Présentation Mark Heese

Il y a de grandes tendances qui sous-tendent l'évolution du travail

- 1) La mondialisation pousse les pays à modifier leurs nouvelles technologies
- 2) Modification des emplois qui vont être créés.
- 3) Impact des mutations technologiques
- 4) Modifications des relations entre employeurs et salariés

Il faut des politiques publiques plus intelligentes, pas moins de politiques publiques !

On recherche des compétences plus pointues

Les personnes doivent actualiser leurs compétences sur leurs lieux de travail

La numérisation va changer la façon dont on organise le travail

Économie de « plate-forme » : Uber, Amazon

Augmentation du nombre de travailleurs indépendants qui ont moins de protection sociale, moins d'accès à la formation et souffrent de précarité.

Avoir des compétences TIC

Compétences de résolution des problèmes seront encore nécessaires.

Il faut penser à des politiques d'évolution de carrière.

Il faut enseigner aux jeunes dans les écoles qu'ils devront être mobiles.

Les travailleurs sont amenés à se former tout au long de la vie.

Politiques de travail : les arbitrages relèvent des gouvernements

L'OCDE est pour de meilleures politiques pour une meilleure vie.

L'école peut-elle aider à l'intégration des immigrés ?

Publication de novembre 2015 à partir des données de l'enquête PISA 2012 : 12 % des élèves de 15 ans étaient issus de l'immigration, en moyenne, dans les pays de l'OCDE.

Synthèse :

Mesures stratégiques immédiates

- Proposer des services pérennes d'aide linguistique et dès que possible dans le cadre scolaire institutionnel
- Encourager les parents immigrés à scolariser leurs enfants en bas âge dans des structures de qualité d'éducation de la petite enfance
- Renforcer les capacités de tous les établissements d'enseignement scolarisant des élèves immigrés

Mesures à moyen terme à fort impact

- Éviter la concentration des élèves issus de l'immigration dans les établissements d'enseignement défavorisés
- Éviter le regroupement par aptitudes, l'orientation précoce par filière et le redoublement
- Offrir un soutien et des conseils supplémentaires aux parents immigrés

Mesures visant à renforcer l'intégration

- Soutenir l'innovation et l'expérimentation, évaluer les résultats et cibler le financement sur les solutions faisant preuve de leur efficacité
- Mettre en lumière la valeur de la diversité culturelle
- Suivre les progrès réalisés

Dans la présentation qui a été faite, l'accent a été mis sur la formation des enseignants à la diversité culturelle et linguistique et sur les besoins de formation en langues pour les immigrés.